LE SOLEIL NE SE COUCHE JAMAIS, LE SOLEIL ATTEND POUR SE LEVER

LES HÉRITAGES STRUCTURELS DURABLES DE LA COLONISATION EUROPÉENNE

Chuka Ejeckam est Directeur de la recherche et des politiques de la Fédération des travailleurs de la Colombie-Britannique, et Associé de recherche du Canadian Centre for Policy Alternatives de la Colombie-Britannique.

Entre la fin des années 1700 et le début des années 1800, les territoires revendiqués par l'Empire britannique s'étendaient sur une si grande partie du globe que cela a donné lieu à une proclamation (peut-être apocryphe) : « le soleil ne se couche jamais sur l'Empire britannique ».[1] Cette phrase aurait signifié que l'étendue de la Grande-Bretagne impériale était si vaste que la lumière du jour touchait à tout moment une partie de ses terres. Cependant, si l'on considère cette phrase dans le temps plutôt que dans l'espace, elle prend un autre sens prémonitoire.

En décembre 2019, le Musée canadien des droits de l'homme — situé à Winnipeg — a organisé un événement intitulé *Les histoires oubliées : La guerre Nigeria-Biafra et son génocide*.[2] L'événement a été organisé par les membres de l'Association culturelle Umunna (Igbo) du Manitoba, une organisation de Canadiens d'origine nigériane vivant au Manitoba. Le même mois, la compagnie Shell Oil a commandité un discours à Houston, au Texas, inaugurant une série de conférences sur « l'expérience noire ». Le discours a été prononcé par l'un des principaux auteurs du célèbre Projet 1619 du New York Times, qui traite de l'esclavage des populations africaines aux États-Unis.[3] Shell Oil est la filiale américaine de Royal Dutch Shell PLC, une société pétrolière et gazière anglo-néerlandaise constituée au Royaume-Uni et dont le siège social se trouve aux Pays-Bas. Quelques mois avant le discours, il a été rapporté que deux unités de la Royal Dutch Shell se battaient contre des poursuites judiciaires intentées contre elles, relativement à une marée noire de 40 000 barils de pétrole en décembre 2011, près du champ pétrolier de Bonga au Nigeria, qui a affecté au moins 168 000 personnes dans plus de 350 communautés.[4] Les représentants de la société ont fait valoir que l'affaire devrait être jugée par les tribunaux nigérians, plutôt que par les tribunaux britanniques auprès desquels les poursuites ont été déposées.

Shell est directement impliquée dans la pollution de masse et la dévastation écologique au Nigeria.[5] De plus, un rapport publié en 2017 par Amnesty International a révélé que Shell

1 Munroe, Randall. « Will the sun ever set on the British empire? » *The Guardian*. 9 Septembre 2014.

2 Canadian Museum for Human Rights. "The forgotten stories: Nigeria-Biafra war and its genocide." humanrights.ca. Accessed December 2019.

3 Emancipation Park Conservancy. "Emancipation Conversations Lecture Series." emancipationparkconservancy.salsalabs.org. Accessed December 2019.

4 Milligan, Ellen. "Shell Units Fighting U.K. Lawsuit Over Nigerian Oil Spill." *Bloomberg*. 8 October 2019.

5 Roelofs, Portia. "The Nigerian Activist Whose Death Shamed Shell: An Interview with Roy Doron and Toyin Falola." *Jacobin*. 10 November 2019; Austen, Trévon, and Bill Van Auken

a participé activement aux violations des droits de l'homme commises contre les Nigérians dans les années 1990.[6] Le rapport indique que Shell était au courant de la dévastation écologique causée par ses projets dans le champ pétrolier du Delta du Niger, qu'elle connaissait les violations des droits de l'homme commises contre les manifestants Ogonis qui avaient mis fin aux extractions de pétrole de Shell et qu'elle savait que le fait de solliciter l'implication des forces de sécurité augmenterait la violence et la fréquence des violations des droits de l'homme. Quoi qu'il en soit, Shell a appelé au déploiement des forces armées contre le peuple des Ogonis. Un rapport de 2011 du Programme des Nations-Unies pour l'environnement a constaté que la terre, l'air et l'eau de l'Ogoniland avaient été pollués, notamment les eaux souterraines, et que l'agriculture et la pêche essentielles avaient été compromises.[7] En 1996, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples constate que la pollution et la dégradation écologique causées par les sites de Shell dans l'Ogoniland ont atteint un point « humainement inacceptable, et fait de la vie dans l'Ogoniland, un cauchemar ». Les motivations de Shell étaient de toute évidence entièrement axées sur la recherche du profit ; bien que la société, dans ses déclarations publiques, ait présenté les protestations comme une question exclusivement économique, des documents internes ont révélé une discussion sur l'insuffisance, le vieillissement et les fuites des infrastructures de la société.[8] À l'époque, Shell était le partenaire commercial du gouvernement nigérian dans son entreprise dans le Delta du Niger, et comme les exportations de pétrole représentaient près de 96 % des recettes étrangères du pays, elle occupait une position de levier considérable. La violente répression du peuple Ogoni a finalement abouti à l'exécution en 1995 de neuf militants Ogonis, dont le célèbre auteur et militant Ken Saro-Wiwa.[9]

Shell opère au Nigeria depuis 1937.[10] Sa présence a fait des ravages dans le pays. Pendant la guerre Nigeria-Biafra de 1967-1970, commencé sept ans après l'indépendance du Nigeria par rapport à la Grande-Bretagne — le Royaume-Uni a soutenu le gouvernement nigérian contre l'État, alors déclaré, du Biafra.[11] Citant le travail de John Young sur le gouvernement travailliste britannique de 1964 à 1970, Karen Smith a écrit que le soutien du Royaume-Uni au Nigeria pendant la guerre avait quatre motifs principaux : premièrement, Shell-British Petroleum détenait d'importants investissements au Nigeria, et le pays était la source de plus de 10 % des importations de pétrole du Royaume-Uni ; deuxièmement, le gouvernement britannique pensait qu'une sécession réussie du Biafra pourrait encourager des efforts similaires sur tout le continent, entraînant le « chaos » ; troisièmement, le gouvernement britannique pensait qu'un démantèlement du Nigeria pourrait réduire l'influence britannique en Afrique de l'Ouest, permettant à la France de gagner davantage de contrôle ; et quatrièmement, le Royaume-Uni cherchait à contester le soutien de l'Union soviétique au gouvernement nigérian, toujours par crainte de perdre de l'influence.[12]

Dans le but de valider son soutien au gouvernement nigérian — et en réponse aux déclarations des dirigeants du Biafra selon lesquelles les forces nigérianes procédaient régulièrement à des massacres du peuple Igbo, et, aux préoccupations nationales selon lesquelles la « poussée finale » déclarée par le gouvernement nigérian constituerait un génocide contre les Igbos — le gouvernement britannique a indiqué que son soutien était devenu conditionnel à ce que l'État nigérian autorise une équipe d'observateurs internationaux à accéder au pays pour enquêter sur les préoccupations concernant les massacres.[13] Bien que l'équipe d'observateurs ait déclaré que les allégations de génocide n'étaient pas fondées, des éléments de preuve sont apparus indiquant que l'équipe avait recueilli des renseignements pour le gouvernement britannique pendant son séjour au Nigeria — notamment en évaluant les besoins militaires du gouvernement nigérian — ce qui remettait en question la véracité des rapports de l'équipe.[14]

De ce qui précède, on peut affirmer avec force — sinon avec certitude — que le gouvernement britannique a donné la priorité à ses propres intérêts économiques, impériaux et géopolitiques plutôt qu'aux préoccupations liées à la grave violence de la guerre entre le Nigeria et le Biafra. Trois décennies plus tard, Shell — une entreprise installée au Nigeria à l'époque de la domination coloniale britannique

6 Amnesty International. *A Criminal Enterprise? Shell's Involvement in Human Rights Violations in Nigeria In The 1990s*. 2017.

7 Amnesty International, pg. 48

8 Amnesty International, pg. 6–7

9 Roelofs, Portia

10 Shell Nigeria, "Who We Are." shell.com.ng. Accessed December 2019.

11 Smith, Karen E. "The UK and 'genocide' in Biafra.' *Journal of Genocide Research*, Vol. 16, Nos. 2–3, pg. 247–262. Routledge, Taylor & Francis Group. 2014.; pg. 250

12 Smith, Karen E., pg. 250

13 Smith, Karen E., 247

14 Smith, Karen E., 257

— va encore plus loin, en incitant directement à la violence dans le delta du Niger dans la poursuite du profit et de la domination. Deux décennies plus tard, Shell conteste le fait que les poursuites pour malversation et mauvaise conduite dans ses opérations au Nigeria puissent être entendues devant les tribunaux britanniques.

Ceci est, selon moi, le soleil qui ne se couche jamais sur l'Empire britannique. Bien que la Grande-Bretagne impériale du XIXe siècle n'existe plus, ces événements révèlent la tache persistante de la colonisation européenne, l'enracinement de l'eurocolonialisme structurel dans le système international. Les anciens empires coloniaux et les esclavagistes ne sont plus ce qu'ils étaient, mais ils ont profondément et de façon durable marqué le monde, et leurs anciennes configurations sont évidentes dans les événements, les circonstances et les disparités d'aujourd'hui — faiblement à certains égards, vivement à d'autres. Le groupe de travail des Nations unies sur les personnes d'ascendance africaine a signalé en 2016 que les Noirs du Canada sont confrontés à des obstacles et à des discriminations multiples, notamment le profilage racial par les forces de l'ordre, le transfert abusif d'enfants noirs vers des organismes de protection de l'enfance, les disparités dans l'accès à l'éducation et les niveaux disproportionnés de pauvreté et de maladie.[15] Les Noirs du Canada sont considérablement surreprésentés parmi les personnes incarcérées, représentant entre 8 et 10 % de la population carcérale fédérale, alors qu'ils ne constituent que 3,5 % de la population totale.[16] Dans sa déclaration, le groupe de travail a souligné que « l'histoire du Canada en matière d'esclavage, de ségrégation raciale et de marginalisation » était une cause importante des disparités observées.[17] Bien que la discussion sur les réparations pour les Africains réduits en esclavage ait atteint un certain degré d'importance nationale aux États-Unis, cette discussion a été notablement absente du discours politique canadien.[18] Cependant, c'est une conversation qui doit avoir lieu ; pour discuter de la justice et de l'équité pour les personnes d'origine africaine, il faut tenir compte d'un système d'asservissement, d'exploitation, d'extraction et d'esclavage de la suprématie blanche, le plus important au monde, un système eurocolonial et, en fin de compte, un système sur lequel le présent a été construit. En 2012, les pays en développement ont envoyé aux pays industrialisés riches 2 000 milliards de dollars de plus que ce qu'ils ont reçu, soit 3 300 milliards de dollars contre 1 300 milliards de dollars.[19]

Dans sa réflexion de 1972 sur la guerre Nigeria-Biafra, Arthur Nwankwo note que « la libération des Noirs est un impératif mondial ».[20] Ces mots ne sont pas moins vrais aujourd'hui.

15 UNHCR, Office of the High Commissioner. "Statement to the media by the United Nations' Working Group of Experts on People of African Descent, on the conclusion of its official visit to Canada, 17–21 October 2016. UNHCR. 21 October 2016.

16 Policy Options. "Doing justice by Black Canadians." *Policy Options*. 25 April 2018.

17 UNHCR Office of the High Commissioner.

18 Morgan, Anthony. "What's wrong with a cheque? A call for slavery reparations." *Ricochet*. 21 March 2019.

19 Hickel, Jason. "Aid in reverse: how poor countries develop rich countries."

20 Nwankwo, Arthur A. *Nigeria: The Challenge of Biafra*, pg. 80. Rex Collings Ltd. 1972.